

LE CONGRÈS CONFÉDÉRAL N'A RIEN RÉSOLU, ET L'ÉQUIVOQUE SUBSISTE...

Nous avons déjà dit ici même que nous n'attendions rien du Congrès de la Confédération Générale du Travail. Nous ne risquons donc pas d'être déçus. La foire syndicalo-politicienne s'est déroulée à peu près comme nous l'avions prévue, et c'est tant pis pour les rêveurs - s'il en est encore parmi nous - qui en espéraient nous ne savons quel redressement, quel retour vers de vénérables traditions desquelles pas un congressiste sur cent n'avait la moindre souvenance.

L'évolution qu'a connue la Confédération Générale du Travail depuis sa fondation était tout de même assez facile à prévoir. A un moment où, d'une part - c'était à la fin du siècle dernier - le socialisme politicien et parlementaire se traînait dans l'impuissance et se déshonorait par ses palinodies et où, d'autre part, la concentration industrielle, mangeuse d'hommes, attirait vers les bagnes capitalistes des masses de plus en plus nombreuses de paysans prolétarisés, une violente réaction à caractère anarchiste et syndicaliste révolutionnaire allait nécessairement se produire. L'inutilité du parlementarisme, sa nocivité même, en ce sens qu'aux yeux de l'élite ouvrière il apparaissait sans discussion comme le dernier et le plus puissant rempart du pouvoir de la bourgeoisie, avait amené cette élite ouvrière d'abord à se replier sur elle-même dans une attitude de méfiance hostile à l'égard du socialisme politique, puis à concevoir une organisation prolétarienne rigoureusement autonome et jalousement protégée contre les influences du pouvoir et des partis. Or à la même époque - le fait a une importance telle qu'en faire abstraction c'est se condamner à ne rien comprendre à l'originalité du syndicalisme français - les mêmes causes avaient déterminé une fraction importante de l'élite ouvrière à se jeter dans la propagande anarchiste. La rencontre des syndicalistes et des anarchistes ne pouvait manquer de se produire: elle était dans l'ordre des choses et allait se trouver grandement facilitée par le fait qu'au fond c'étaient pour une bonne part les mêmes hommes qui, s'étant connus dans les groupes anarchistes, se retrouvaient dans les syndicats. C'est de cette conjonction que la C.G.T. est née.

Lorsqu'ils s'accrochaient au syndicalisme qu'ils sentaient leur échapper, les marxistes disaient que, cantonné dans l'action corporative, le syndicalisme n'avait par lui-même aucune signification politique, et c'est par là qu'ils tentaient de justifier l'existence du parti. L'expérience de quarante années pourrait bien aujourd'hui autoriser les anarchistes à conclure qu'il n'a pas plus de signification révolutionnaire.

Le succès de la C.G.T. était de toute manière assuré. Généralement sceptiques à l'égard des partis, les ouvriers français, dès 1919, affluaient en masse vers les syndicats. Cet afflux signifiait que la démocratie venait enfin au syndicalisme, qu'elle s'intégrait à lui au point que démocratie et syndicalisme ne seraient bientôt plus qu'une seule et même chose. L'irruption de la masse dans les syndicats se produisait à l'instant où, gravement décimée par la guerre, l'élite ouvrière du début se trouvait dispersée, débordée et incapable de se ressaisir. Comme cela se produit toujours lorsqu'un courant révolutionnaire connaît une réussite trop complète, le syndicalisme perdait en qualité plus encore qu'il ne gagnait en quantité. C'était la rançon du succès, succès qui allait permettre à Jouhaux et à quelques ex-syndicalistes révolutionnaires assagis d'inaugurer la nouvelle orientation, avec sa politique de présence et sa collusion systématique avec le pouvoir.

Seulement, Jouhaux et ses amis sont en train de perdre tout pouvoir; il nous paraît incroyable qu'ils aient encore une parcelle d'illusion là-dessus: le congrès de la Porte de Versailles les tolère, et c'est tout. Frachon parle en maître. Frachon, c'est la démocratie politicienne, c'est le marxisme, parlementaire ou dictatorial selon les circonstances; Frachon, c'est le symbole de tout ce qui a légitimé la juste réaction ouvrière et

anarchiste d'il y a un demi-siècle. En flirtant outrageusement avec le pouvoir comme il le fait depuis trente ans, Jouhaux ne pouvait que préparer la mainmise des politiciens sur la classe ouvrière tout entière, - et sa propre déchéance. Et c'est tant pis pour lui s'il ne l'a pas compris. Mais séparé de l'anarchisme qui seul pouvait lui donner des principes révolutionnaires, parce qu'il était, à la différence de la social-démocratie, un mouvement de révolte foncièrement ouvrier (nous ne parlons pas des intellectuels de l'anarchie dont le rôle a toujours été négligeable), le syndicalisme français était incapable de dépasser le stade du corporatisme vulgaire, du «réformisme sans réformes». Son inaptitude à comprendre les grands problèmes politiques et à les traiter de manière autonome (ce que seuls pouvaient faire des syndicalistes résolument anarchistes) ne pouvait que favoriser le développement, puis l'hégémonie des partis. La C.G.T. est telle aujourd'hui que Georges Sorel l'avait prévu dans sa préface à l'«*Histoire des Bourses du travail*» de Pelloutier:

«...Il faudra abandonner l'attitude vraiment révolutionnaire, faire la paix avec les représentants officiels de la force concentrée du capitalisme et prouver que l'on peut accepter des transactions avec l'État bourgeois... L'État recherche ces relations parce que, d'après nos traditions nationales, l'État doit chez nous se mêler de tout et que le premier des droits du citoyen français est d'être surveillé par la haute police. La Confédération du travail me paraît destinée à devenir une sorte de conseil officieux du travail, une académie des idées prolétariennes qui présentera des vœux au gouvernement...».

Qu'est-elle capable de faire d'autre, notre «*académie du travail*», sinon présenter humblement des vœux au pouvoir? Il peut être tranquille, le pouvoir: finies les demandes d'augmentation de salaires et l'action directe, ce cauchemar du patronat!

N'ayant pas de principe par lui même, le syndicalisme ne pouvait mieux faire que devenir une annexe de la démocratie, comme les sociétés de secours mutuels, les comices agricoles, les sociétés de gymnastique et les subdivisions de sapeurs-pompiers.

Mais les partis, de même qu'il y a cinquante ans, continuent de se déshonorer par leurs collusions avec le pouvoir, leur impuissance et leurs divisions.

Une élite ouvrière se reconstitue, difficilement, c'est vrai, mais sûrement. Qu'elle ne se décourage pas, l'avenir est à elle, ce sont les événements qui le lui prédisent. Ainsi que par le passé, nous en avons plus que jamais la conviction, une violente explosion d'anarchie et d'antiparlementarisme précédera le renouveau révolutionnaire en France et lui donnera ses plus sûrs principes.
